

**8 Société et Culture**

**Partenariat sur la lutte contre les violences sexuelles envers les mineurs à Goma (RDC)**

**L'ONG Samba Mwanas présente pour échanger sur ses stratégies**



La coordinatrice d'Aidprofen, Passy Mubalama au cours d'une présentation.



Alain Sanzimwami de l'ONG HPT expose sur la prise en charge juridique et judiciaire des victimes.



Silence ! On évalue le travail accompli.

Olivier NDEMBI  
Goma/RDC

TROIS organisations de la société civile en charge de la lutte contre les violences sexuelles envers les femmes et les mineurs, viennent de sceller à Goma, en République démocratique du Congo (RDC), les bases d'un partenariat fécond, en vue de combattre plus efficacement ce fléau déshumanisant pour les victimes.

En effet, à la faveur d'une visite d'échange, Aidprofen (Actions et initiatives de développement pour la protection de la femme et de l'enfant), HPT (Humanité pour tous) et l'ONG gabonaise Samba Mwanas, se sont retrouvées, du 23 au 27 mars dernier, dans la province du Nord-Kivu, pour croiser leurs stratégies d'actions et réfléchir ensemble sur les moyens d'intensifier la lutte pour soulager, autant que faire se peut, les milliers de victimes de ces atrocités. D'autant que, qu'il s'agisse de l'est de la RDC, où le sexe est assimilé à une véritable "arme de guerre" dont se servent des groupes armés pour traumatiser femmes et enfants victimes de conflits, ou alors du Gabon où les auteurs de viols sur les mineurs ont la peau dure, la persistance de ces pratiques reste préoccupante. Au point qu'il convient de revoir sans cesse les approches, pour tenter de décourager tous les pervers impliqués dans ce fléau.

Ainsi, pendant cinq jours, les participants ont, sur la base de thématiques convenues d'avance, présenté leurs stratégies de lutte, tout en y relevant les faiblesses et les défis à relever pour mieux défendre les victimes de violences sexuelles au Gabon et dans la région de Goma. Et, de ces échanges fructueux, aux dires de la dizaine de délégués, est apparue la nécessité d'un partage permanent d'informations entre les trois ONGs. De même qu'elles devront explorer toutes les possibilités d'autofinancer certaines de leurs activités, et donc de donner plus de visibilité à leurs actions sur le terrain.



Au nom de Samba Mwanas, Marina Mavioga...

De plus, il a été proposé et acquis qu'Aidprofen et HPT coordonnent désormais leurs activités. Et qu'en ce qui concerne HPT, tout en étant une ONG tournée vers la valorisation de la personne humaine dans sa dignité et sa globalité (femmes victimes de violences sexuelles, enfants détenus, personnes déplacées, personnes en situation de handicap, etc.), qu'elle se concentre davantage sur des cibles plus spécifiques, pour l'atteinte de meilleurs résultats. En outre, face au désordre ambiant et à la corruption qui, selon les deux ONG congolaises, auraient des ramifications au sein de la société civile locale, avec une certaine de structures dont certaines serviraient les intérêts de quelques lobbys, au détriment des populations vulnérables, recommandation leur a été faite de demeurer constantes dans leur

couloir de défenseurs et de protecteurs des victimes qui fonde leur existence.

**EVEILLER LES CONSCIENCES.** A Samba Mwanas, il a été suggéré de prospecter, avec les autres ONG gabonaises spécialisées dans ce domaine, les cas de harcèlements sexuels qui constituent une forme de violence sexuelle. Quand bien même ce phénomène ne serait pas encore suffisamment documenté sur le territoire national, du fait semble-t-il, de l'inexistence ou de l'insuffisance de plaintes notoirement connues. A ce sujet, les participants ont rappelé l'une des missions assignées aux défenseurs des droits de l'Homme, celle d'éveiller les consciences face à des phénomènes latents qui évoluent généralement à bas bruit, mais dont les proportions et conséquences de-



... est intervenue pour parler de la situation des viols sur mineurs au Gabon.

meurent, par la suite, in-soupçonnées. Ce qui, manifestement, pourrait être le cas du harcèlement sexuel, vécu aussi bien en milieu professionnel qu'estudiantin, où des cas sont parfois évoqués sans que les victimes n'engagent des procédures visant à confondre ou décourager les auteurs de ces pratiques. Entre autres raisons à l'origine du refus ou des faibles dénonciations, la peur de perdre ses avantages, d'être stigmatisé par ses congénères et la difficulté de réunir les preuves. Toutes choses qui laisseraient ainsi croire, à tort, que les auteurs ont le champ libre pour continuer à traumatiser leurs cibles. En effet, a-t-on estimé à l'est de la RDC, l'appel à la prise de conscience des victimes ne peut être que l'œuvre des ONG œuvrant dans cette problématique. Parce que mieux outillées pour fournir à celles qui su-

bissent ces pressions morales, tous les éléments nécessaires pour repousser ou attaquer en justice les auteurs.

Il reste, cependant, que la réussite du combat contre le phénomène de harcèlement sexuel passe d'abord et avant tout, par la dénonciation. Une étape que de nombreuses femmes, au Gabon, ont malheureusement encore, beaucoup de mal à franchir. Ce qui est, du reste, un tort pour celles qui désirent réellement s'affranchir de cette forme d'esclavage à laquelle elles sont quotidiennement soumises par leurs patrons et autres supérieurs hiérarchiques de petite vertu.

**SENTIMENT DU DEVOIR ACCOMPLI.** Passy Mubalama, Clarisse Zihindula, Sylvie Chishungu (Aidprofen), Landry Mwanga, Alain Sanzimwami, Benjamin Muhindo (HPT) et Marina Mavioga de Samba Mwanas se sont séparés, le 27 mars dernier, à Goma, avec le sentiment du devoir accompli, et l'espoir de nouvelles opportunités de rencontres en vue de consolider davantage leur collaboration dans la croisade contre les violences sexuelles envers les femmes et les mineurs.

Soutenu par le projet Defi (Développer et favoriser les initiatives des organisations de défense des droits de l'Homme en Afrique centrale), le programme de visites d'échange s'inscrit en droite ligne de l'objectif général dudit projet en matière de renforcement de capacités : améliorer les pratiques en matière de défense des droits humains, renforcer la notoriété des organisations vis-à-vis des populations et leur influence en direction des pouvoirs publics nationaux, consolider la structure associative des organisations en améliorant leurs compétences en gestion administrative et financière, ainsi qu'en recherche de nouveaux financements, indique-t-on.



La photo de famille au terme de la visite d'échange à Goma.

